

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 2000

Excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en janvier 2000

Un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars a été constaté en janvier 2000, ce qui représente une hausse de 1,8 milliard de dollars par rapport au déficit de 0,9 milliard enregistré en janvier 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à des recettes budgétaires supérieures, en hausse de 2,0 milliards de dollars, ou de 16,9 %. Toutefois, comme elle reflète principalement le moment où les sommes sont reçues, elle pourrait être renversée en février.

La hausse des recettes budgétaires survient surtout au chapitre des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 1,0 milliard de dollars ou de 15,8 %, plus de la moitié de cette hausse étant attribuable au moment où les sommes sont reçues en janvier et en février. L'autre moitié est le fait de la vigueur de l'économie : plus de 425 000 emplois ont été créés en 1999.
- Les recettes de TPS ont bondi de 1,1 milliard de dollars, soit plus du double du montant enregistré en janvier 1999. Plusieurs facteurs expliquent cette majoration : les rentrées brutes ont connu une vive augmentation, sous le coup des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS, le nombre de remboursements a reculé par rapport à l'an dernier en raison de retards

dans le traitement (avec le temps, la croissance des recettes devrait correspondre à la croissance des rentrées brutes), et certains crédits trimestriels pour TPS ont été versés par anticipation en décembre 1999.

Pour ce qui est des autres composantes principales des recettes :

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont connu un léger fléchissement, traduisant à la fois une baisse des rentrées brutes et une hausse des remboursements.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 7,5 % sous l'effet d'une réduction du taux de cotisation, qui est passé de 2,55 \$ (cotisation salariale par tranche de 100 \$ de gains assurables) à 2,40 \$ en janvier 2000.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,7 %), principalement à cause d'une hausse des transferts aux personnes et aux autres administrations. Pour leur part, les dépenses de programmes directes ont diminué.

Les frais de la dette publique ont progressé légèrement, en raison d'une petite augmentation de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 11,9 milliards de dollars

D'avril 1999 à janvier 2000, l'excédent budgétaire a été évalué à 11,9 milliards de dollars, en hausse de 2,4 milliards par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Comme il a été indiqué dans le



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 824	13 823	127 835	133 542
Dépenses de programmes	-9 198	-9 355	-83 796	-87 299
Solde de fonctionnement	2 626	4 468	44 039	46 243
Frais de la dette publique	-3 537	-3 549	-34 595	-34 375
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-911	919	9 444	11 868
Opérations non budgétaires	2 055	2 481	-1 228	-2 873
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 144	3 400	8 216	8 995
Opérations de change	-3 841	-6 099	-446	-6 407
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588
Variation nette des emprunts	-4 849	-140	-16 377	-2 688
Variation nette de l'encaisse	-7 546	-2 839	-8 607	-100

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

budget de février 2000, l'évolution de la situation pour le reste de l'exercice devrait contribuer à ramener à environ 7,5 milliards de dollars l'excédent enregistré à ce jour. En outre, les initiatives stratégiques proposées dans le budget de 2000 retrancheront 4,5 milliards de dollars de plus de l'excédent signalé à ce jour. La prise en compte de la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars se traduit par un budget équilibré. Toute part inutilisée de cette réserve sert à rembourser la dette publique. Pour un complément d'information, consulter le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*.

Au cours des 10 premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 5,7 milliards de dollars (4,5 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,6 milliards (5,6 %). Comme il a déjà été indiqué, cette hausse est en partie attribuable au moment

où sont reçues les sommes. Elle est toutefois principalement le fait d'augmentation des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le nombre supérieur de personnes ayant un emploi. Ces changements ont été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998, par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, par la majoration du montant de revenu que les Canadiens peuvent toucher en franchise d'impôt et par l'abolition de la surtaxe de 3 %, traduisant les hausses annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard (1,7 %). En dépit d'une forte reprise des bénéficiaires des sociétés en 1999, les remboursements des trop-payés relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels fondés sur les obligations fiscales de 1998 ralentissent la progression

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		variation (%)	d'avril à janvier		variation (%)
	1999 (en millions de dollars)	2000		1998-1999 (en millions de dollars)	1999-2000	
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 020	6 974	15,8	63 122	66 673	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 626	1 608	-1,1	15 488	15 748	1,7
Autres	569	589	3,5	2 290	2 762	20,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 215	9 171	11,6	80 900	85 183	5,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 457	1 347	-7,5	15 450	14 659	-5,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 022	2 088	104,3	17 370	19 741	13,6
Droits de douane à l'importation	180	107	-40,6	1 998	1 871	-6,4
Taxes de vente et d'accise	746	706	-5,4	7 166	6 888	-3,9
Total des taxes et droits d'accise	1 948	2 901	48,9	26 534	28 500	7,4
Total des recettes fiscales	11 620	13 419	15,5	122 884	128 342	4,4
Recettes non fiscales	204	404	98,0	4 951	5 200	5,0
Total des recettes budgétaires	11 824	13 823	16,9	127 835	133 542	4,5

des recettes à ce jour en 1999-2000. *Le plan budgétaire de 2000* prévoyait une vive remontée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés au cours des derniers mois de l'exercice, lorsque les sociétés remettront leurs paiements finals pour l'année d'imposition 1999.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,8 milliard (5,1 %), la réduction des taux de cotisation et les rajustements d'années antérieures ayant plus que compensé l'effet de la croissance du nombre de personnes ayant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (7,4 %), hausse qui est entièrement attribuable aux recettes de TPS qui ont progressé de 2,4 milliards (13,6 %) surtout sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis

à la TPS. Toutefois, le calendrier des remboursements devrait faire reculer les recettes pour le reste de l'exercice. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 6,4 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,9 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.

- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 5,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
			(%)			(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 897	1 972	4,0	18 904	19 386	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 162	1 324	13,9	9 263	9 204	-0,6
Total	3 059	3 296	7,7	28 167	28 590	1,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	10 417	10 417	0,0
Transferts fiscaux	862	989	14,7	8 045	9 020	12,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 867	-1 876	0,5
Total	1 717	1 843	7,3	16 595	17 561	5,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	46	41	-10,9	520	570	9,6
Affaires étrangères	280	160	-42,9	1 267	1 212	-4,3
Santé	87	43	-50,6	808	861	6,6
Développement des ressources humaines	305	96	-68,5	1 685	1 247	-26,0
Affaires indiennes et du Nord	160	161	0,6	3 167	3 270	3,3
Industrie et développement régional	113	77	-31,9	1 168	1 136	-2,7
Anciens combattants	116	119	2,6	1 140	1 157	1,5
Autres	218	810	271,6	1 869	2 332	24,8
Total	1 325	1 507	13,7	11 624	11 785	1,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	20	-69,2	824	730	-11,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	180	150	-16,7	1 490	1 495	0,3
Autres	108	71	-34,3	841	875	4,0
Total	353	241	-31,7	3 155	3 100	-1,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	832	739	-11,2	7 684	8 643	12,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 912	1 729	-9,6	16 571	17 620	6,3
Total	2 744	2 468	-10,1	24 255	26 263	8,3
Total des dépenses directes de programmes	4 422	4 216	-4,7	39 034	41 148	5,4
Total des dépenses de programmes	9 198	9 355	1,7	83 796	87 299	4,2
Frais de la dette publique	3 537	3 549	0,3	34 595	34 375	-0,6
Total des dépenses budgétaires	12 735	12 904	1,3	118 391	121 674	2,8
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 101	6 646	8,9	56 386	57 936	2,7

Les dépenses de programmes ont progressé de 3,5 milliards de dollars, ou 4,2 %, d'avril 1999 à janvier 2000, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,5 % étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'un nombre moins grand de chômeurs. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 1,0 milliard, ou 5,8 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation. Comme il a été indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite de révisions des données historiques faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,1 milliards (5,4 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du

gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,6 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 9,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité de caisse modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-911	919	9 444	11 868
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	150	86	1 245	393
Autres	71	39	-382	-64
Total	221	125	863	329
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	744	-483	684	-471
Comptes de pension de retraite	360	523	3 319	4 206
Autres	-5	-24	3	-129
Total	1 099	16	4 006	3 606
Autres opérations	735	2 340	-6 097	-6 808
Total des opérations non budgétaires	2 055	2 481	-1 228	-2 873
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 144	3 400	8 216	8 995
Opérations de change	-3 841	-6 099	-446	-6 407
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	0	0	5 972	6 949
Obligations d'épargne du Canada	526	11	-1 623	-774
Bons du Trésor	-3 300	550	-28 500	-5 450
Autres	-894	-93	387	-285
Total partiel	-3 668	468	-23 764	440
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-48	28	-432	98
Total	-3 716	496	-24 196	538
Payables en devises				
Obligations négociables	455	-	9 681	2 527
Billets et prêts				
Bons du Canada	-1 588	-628	-787	-5 489
Billets du Canada	0	-8	-1 075	-264
Total	-1 133	-636	7 819	-3 226
Variation nette des emprunts	-4 849	-140	-16 377	-2 688
Variation de l'encaisse	-7 546	-2 839	-8 607	-100

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 janvier 2000	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	18 765	-5 744
Intérêt et dette échue	9 791	10 200	409
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créiteurs, des charges à payer et des provisions	45 316	39 981	-5 335
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 613	4 206
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	4 955	-472
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 594	-130
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 162	3 604
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 709	6 957
Bons du Trésor	96 950	91 500	-5 450
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 978	-684
Autres	4 063	3 778	-285
Total partiel	424 427	424 965	538
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 096	2 527
Bons du Canada	10 171	4 682	-5 489
Billets du Canada	1 261	996	-264
Total partiel	36 000	32 774	-3 226
Total de la dette non échue	460 427	457 739	-2 688
Total de la dette portant intérêt	594 985	595 901	916
Total du passif	640 301	635 882	-4 419
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	16 645	1 372
Comptes d'opérations de change	34 668	41 074	6 406
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 207	-329
Total de l'actif	63 477	70 926	6 188
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	564 956	-11 868

La revue financière

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 2,9 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à un besoin net de 1,2 milliard dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 9,0 milliards de dollars au cours de la période d'avril 1999 à janvier 2000, soit une hausse de 0,8 milliard de dollars par rapport à l'excédent financier enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 2,6 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des

dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 6,4 milliards de dollars pour la période d'avril 1999 à janvier 2000, par rapport à des besoins nets de 0,4 milliard au cours de la période correspondante en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 11,9 milliards, des besoins nets de 2,9 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 6,4 milliards découlant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 2,6 milliards pour la période d'avril 1999 à janvier 2000, comparativement à celui de 7,8 milliards au cours de la période correspondante en 1998-1999. Cet excédent financier net, jumelé à une réduction de 0,1 milliard de dollars de l'encaisse, a servi à rembourser une tranche de 2,7 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché. À la fin de janvier 2000, l'encaisse s'établissait à 9,2 milliards de dollars.

